



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

P491 ID 1447
P512 ID 1448

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Luxembourg, le 14 octobre 2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:
15 OCT. 2015
Jen

Personne en charge du dossier:
Roland Gaasch
☎ 247 - 82953

SCL: PET 491/ 512 – 1179 / sp

Objet : Pétition n° 491 - Instauration d'une législation définissant clairement les devoirs de toute organisation par rapport à la prévention de mobbing/harcèlement moral sur le lieu de travail, ainsi que la détection et gestion efficace de cas de « mobbing ».

Pétition n° 512 - Contre le harcèlement moral.

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande afférente de la Commission des Pétitions du 15 juin 2015, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire concernant les pétitions sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations
avec le Parlement

Fernand Etgen



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Travail, de l'Emploi et
de l'Économie sociale et solidaire

Réf.: NS /NW/JB/mt/Pétitions/pétitions n°491 et n°512 – transmis SCL

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.: 1179	SCL:
Entré le: 13 OCT. 2015	
CE:	CHD:
A traiter par: Sandy Pauly	
Copie à:	

Monsieur Fernand ETGEN
Ministre aux Relations avec le
Parlement
Service Central de Législation
L-2450 LUXEMBOURG

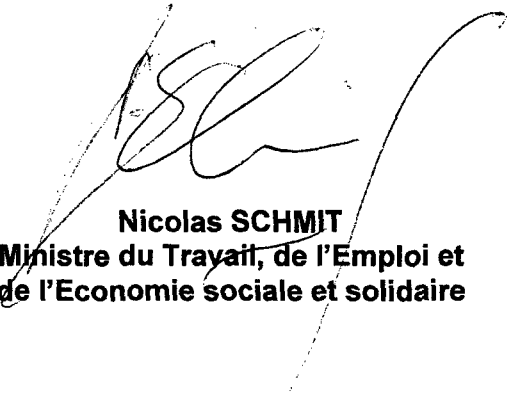
Luxembourg, le 9 octobre 2015

Concerne : Prise de position par rapport aux pétitions n°491 et n°512

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire par rapport à la pétition n°491 de Monsieur Jean-Claude Bisenius et par rapport à la pétition n°512 de Monsieur Vincenzo Sportelli.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.


Nicolas SCHMIT
Ministre du Travail, de l'Emploi et
de l'Economie sociale et solidaire



Prise de position de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire par rapport à la pétition publique n°491 - instauration d'une législation définissant clairement les devoirs de toute organisation par rapport à la prévention de mobbing/harcèlement moral sur le lieu de travail, ainsi que la détection et gestion efficace de cas de "mobbing".

Pétitionnaire: Jean-Claude Bisenius

Tout d'abord, il m'importe de souligner qu'il est évident que le harcèlement et la violence sont des comportements inacceptables et que je reconnais l'urgence d'agir en matière de mobbing étant donné que les chiffres fournis notamment par Mobbing asbl démontrent clairement qu'il s'agit d'un phénomène qui gagne de plus en plus en importance.

Dans cette optique et dans un souci de lutter de manière efficace contre le stress et le harcèlement au travail, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire a décidé de conventionner des acteurs privés. En effet, je ne peux que réitérer mon soutien entier à l'organisation Mobbing asbl, que mon Ministère soutient financièrement depuis 2003.

Etant donné l'importance du travail réalisé par cette organisation, je suis prêt à étudier avec mon département responsable du budget comment nous pouvons encore davantage augmenter les allocations financières étatiques accordées à des organisations neutres (p.ex. la Mobbing asbl, le Centre de médiation asbl, etc.) afin de permettre la prise en charge de cas de mobbing.

Parallèlement, le Gouvernement encourage toute autre initiative volontaire pouvant émerger des différents syndicats ou de toute autre partie intéressée et visant à installer des services de soutien, notamment des permanences téléphoniques ou électroniques neutres et anonymes pour s'occuper des personnes se sentant victime de harcèlement ou le cas échéant soutenir des campagnes visant à diffuser l'information sur la prévention de mobbing sur le lieu de travail.

En ce qui concerne la nécessité d'une législation il y a lieu de retenir qu'il y a une volonté politique de légiférer prochainement en la matière en vue de combattre ce fléau inacceptable.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que les partenaires sociaux (OGB-L, LCGB, UEL) ont signé une convention relative au harcèlement et à la violence au travail en date du 25 juin 2009 qui a été déclarée d'obligation générale par un règlement grand-ducal en date du 15 décembre 2009.

Dans le cadre de cette convention, qui sert notamment en tant qu'outil de sensibilisation et de prévention contre le harcèlement moral sur le lieu de travail, il a été convenu de procéder à une évaluation après une période de cinq ans suivant la signature, sur demande de l'une des parties signataires.

Le Gouvernement voudrait attendre les résultats de cette évaluation, sur la base de laquelle l'élaboration d'un projet de loi contre le harcèlement moral pourra être entamée en se référant également à la proposition de loi n°4979 déposée le 4 juillet 2002.



Prise de position de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire par rapport à la pétition publique n°512 - contre le harcèlement moral

Pétitionnaire: Vincenzo Sportelli

En premier lieu il faut retenir qu'il y a une volonté politique en la matière en vue de combattre ce fléau inacceptable.

En ce qui concerne la demande de définir le harcèlement moral comme un délit, le Ministre de la Justice devra être également impliqué dans les discussions, alors qu'il s'agit d'une notion relevant du droit pénal.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que les partenaires sociaux (OGB-L, LCGB, UEL) ont signé une convention relative au harcèlement en date du 25 juin 2009 qui a été déclarée d'obligation générale par un règlement grand-ducal du 15 décembre 2009.

Dans le cadre de cette convention, qui sert notamment en tant qu'outil de sensibilisation et de prévention contre le harcèlement moral sur le lieu de travail, il a été convenu de procéder à une évaluation après une période de cinq ans suivant la signature, sur demande de l'une des parties signataires.

Le Gouvernement voudrait attendre les résultats de cette évaluation sur base de laquelle l'élaboration d'un projet de loi contre le harcèlement moral pourrait être entamée en se référant également à la proposition de loi n°4979 déposée le 4 juillet 2002.